



Pierre Mauroy devant l'ONU :

MISE EN CAUSE DES SUPERPUISSANCES, POUR LE DIALOGUE NORD-SUD

Le discours de Pierre Mauroy devant l'ONU a été remarqué. A juste titre.

S'efforçant d'analyser la situation « *de désordre et de dérèglement* » du monde, Pierre Mauroy a mis en cause la politique de blocs des deux supergrands : « *Cette tentation persistante des grandes puissances à défendre ou à élargir leurs sphères d'influence, à traiter les problèmes du monde à travers le prisme déformant de leurs seuls intérêts et à transformer en affrontement Est-Ouest les tensions internes aux Etats ou les différends entre pays voisins, est un facteur permanent de déstabilisation* ».

Cette analyse du Premier ministre conduira-t-elle le gouvernement français à condamner en paroles et par des actes toutes les ingérences américaines et soviétiques dans les affaires des peuples, en Afghanistan, en Erythrée, au Cambodge, au Salvador, en Afrique australe ? Lors de cette Assemblée générale de l'ONU par exemple, le gouvernement français votera-t-il pour le maintien du siège du Kampuchea démocratique à l'ONU à l'encontre des manœuvres vietnamo-soviétiques ? Nous le souhaitons vivement.

Comme nous souhaitons que la mise en cause du « *surarmement* » des superpuissances et que les propositions de « *contrôle vérifiable de la réduction des arsenaux* » passent par le désarmement simultané et contrôlé en premier lieu des deux superpuissances, principaux auteurs de guerre.

Attentif aux réalités du monde contemporain, Pierre Mauroy souligne qu'« *il serait particulièrement grave que, sous prétexte de la crise économique, les pays industrialisés s'opposent à l'émergence de nouveaux foyers industriels dans les pays du Tiers Monde* » et que « *les sociétés multinationales profitent du désordre du monde pour imposer leur propre loi* ». Pour y faire face, Pierre Mauroy préconise « *une véritable gestion collective* » de l'interdépendance entre Nord et Sud « *entre partenaires égaux* ». (...) « *Le moment est venu - dit-il - de rechercher une véritable solidarité économique internationale. Tel est, aujourd'hui, fondamentalement l'enjeu du dialogue Nord-Sud* ».

Le gouvernement français traduira-t-il dans les faits cette exigence décisive ? En 1980, la France a bénéficié dans les échanges commerciaux et monétaires avec les pays du « Tiers Monde non pétrolier » d'un excédent de 27,8 milliards de francs, supérieur au déficit avec les pays de l'OPEP ; de manière générale, elle pratique l'échange inégal et maintient des rapports impérialistes avec le Tiers Monde ; les orientations économiques dévolues aux nouvelles « nationalisées » françaises maintiennent ces mêmes rapports. Il y a là matière à réfléchir et à discuter du décalage des paroles de bonne volonté aux actes. Lors de cette assemblée générale de l'ONU, le gouvernement français prévoit de voter les dispositions retenues sur le droit de la mer qui favorisent les pays du Tiers Monde ; donnera-t-il d'autres garanties de sa volonté affirmée d'édifier un nouvel ordre économique mondial ?

Camille GRANOT

STATUT DE PARIS :

Imposer la démocratie à Chirac

Le Conseil de Paris, réuni lundi en séance extraordinaire par Chirac, a condamné le projet de nouveau statut proposé par le gouvernement, qui crée en particulier des conseils d'arrondissement élus, désignant des maires d'arrondissement.

« *Mauvais coup à la France, mépris des Parisiens, pagaille, gaspillage, casse de ce qui marche* », tels sont les arguments employés par Chirac, soutenu par l'ensemble de la droite, pour tenter de garder le pouvoir exorbitant, les privilèges que lui confie le statut actuel, qu'il s'était concocté en 1975. Statut qui donne tous les pouvoirs au maire, à son état-major pléthorique et aux officiers municipaux qu'il désigne, au mépris des Parisiens et de leurs organisations, dans l'absence quasi totale de démocratie, et en faveur de la domination croissante des forces du grand capital sur Paris.

Chirac aurait mieux fait de parler de sa gestion depuis 6 ans, qui a conduit en particulier à continuer de vider Paris de ses familles populaires, à accentuer la ségrégation sociale, à réduire le nombre d'emplois, à stopper quasiment la construction de logements et à développer la spéculation foncière.

Le projet du gouvernement permet, au contraire, de rapprocher la vie municipale des travailleurs et des habitants, de faciliter leur intervention réelle, leur contrôle des décisions qui les concernent dans de nombreux domaines. C'est une réelle réforme démocratique par rapport à la situation actuelle, qui doit déboucher sur la possibilité de rendre Paris aux travailleurs.

Chirac et la droite ont peur de la démocratie, de l'intervention des travailleurs. Avec les Parisiens, avec l'ensemble des forces ouvrières et populaires, nous la lui imposerons. Ainsi seront créées des conditions favorables pour mettre en échec Chirac et la droite en mars prochain.

Pierre BAUBY

A Tribune libre - FR3
vendredi 15 octobre à 18h55

Le PCML
Pierre Bauby et Gilles Carpentier
parleront de la situation actuelle
et des propositions du PCML

Comment normaliser les relations Chine-URSS?

Le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Léonid Ilitchev est arrivé dimanche à Pékin. C'est Qian Qichen qui mènera les consultations sur la questions des relations sino-soviétiques pour le gouvernement chinois.

Les consultations permettront-elles de parvenir à une normalisation? Le gouvernement chinois énonce trois raisons aux mauvaises relations entre les deux pays. Sur ces raisons, le discours de Brejnev à Bakou, du 26 septembre, est resté bien silencieux. Quelles sont-elles?

— le stationnement massif des troupes soviétiques aux frontières sino-soviétiques et sino-mongoles; le soutien de l'URSS à la politique expansionniste du Vietnam notamment dans son occupation du Cambodge; l'occupation militaire soviétique de l'Afghanistan, pays voisin de la Chine.

Si des actes concrets soviétiques venaient à lever les obstacles, qui dans le monde ne s'en réjouirait? Si l'URSS revenait sur sa politique d'hégémonie depuis 20 ans qui donc le regretterait?

DOM : le gouvernement refuse l'indépendance

L'Assemblée nationale vient d'adopter en première lecture le projet de loi instituant une assemblée unique, élue à la proportionnelle (avec barre de 5%), dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion).

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Henri Emmanuelli a justifié cette évolution par le fait que « dans les DOM aucun problème économique ou social ne pourra être traité avec quelque chance de succès tant qu'au préalable n'aura pas été résolu un problème politique fondamental : celui de la diminution des pouvoirs d'un Etat centralisé et dominateur au profit de l'émergence d'un véritable pouvoir de décision local détenu par les élus du suffrage universel ».

Devant l'attaque violente du projet par la droite, comme conduisant à « imposer aux citoyens de ces départements une volonté de sécession », Emmanuelli a précisé : « Notre projet n'ouvre aucunement la voie à l'indépendance (...) ».

L'Assemblée unique ne s'attaque donc pas au statut réel de colonies françaises qu'ont les DOM, comme les TOM, et ne retient pas le droit à l'indépendance de ces peuples, qui en est la conséquence logique. Un dossier de *Travailleurs* n°2 est consacré aux DOM-TOM : « Toujours des colonies ».

En bref... En bref... En bref... En bref...

LES BONS APOTRES DE L'AUSTÉRITÉ

Les évêques de France viennent de rendre publique une déclaration sur la situation économique et sociale, articulée sur « la solidarité, le partage et la réconciliation ».

Ils préconisent dans ce cadre de nombreuses mesures : abandon de la défense du niveau de vie sauf pour les plus défavorisés, chasse aux chômeurs « injustifiés », renoncement total ou partiel à un des salaires dans le couple, retraite anticipée quand les enfants sont élevés, travail à temps partiel, remise en cause des abus du système de protection sociale, diminution des charges sociales des entreprises.

Ne se hasardant pas à situer la responsabilité de la crise dans le capitalisme lui-même, les évêques se font ainsi les apôtres de l'austérité pour les travailleurs.

CHOMAGE: UNE COTISATION INJUSTE ET INJUSTIFIÉE

C'est officiel depuis le Conseil des ministres du 29 septembre : les fonctionnaires, agents des collectivités locales et des établissements publics gagnant plus de 4 600 francs, devront payer, à partir du 1^{er} novembre, une cotisation supplémentaire de 1% sur leurs salaires pour financer un Fonds de solidarité pour l'emploi.

Cette contribution, présentée comme devant être « de caractère exceptionnel et temporaire » vient encore aggraver la baisse du pouvoir d'achat qui résulte des

décisions gouvernementales pour la sortie du blocage, pour la grande masse des travailleurs concernés, soit plus des trois quarts des agents de l'Etat et la quasi-totalité de ceux d'une entreprise comme EDF.

Ayant promis au patronat de ne pas augmenter ses charges au lendemain des cantonales, et parlant même maintenant de les alléger, le gouvernement frappe une nouvelle fois le portefeuille des travailleurs et leur demande de financer un chômage pour lequel ils n'ont aucune responsabilité. C'est tout à fait injuste et injustifié.

A BLANCHIR LES ASSASSINS, ON ROUGIT DE HONTE

Des faits dont on voudrait dire un mot sont déjà enfouis sous un fatras d'autres nouvelles lorsque nous arrivons hebdomadairement en petit format. Plus rien n'est déjà dit dans les media sur le projet de loi adopté la semaine dernière en Conseil des ministres au sujet des assassins de l'OAS! Amnistiés, il y a 6 ans, par la droite giscardienne, les voilà réhabilités par la gauche! Les Jouhaud et Salan dans le cadre de réserve de l'armée! Les « fonctionnaires, les magistrats, les militaires et autres agents publics exclus du service » retrouvant les avantages de leurs carrières interrompues! Interrogé sur cette mesure, le colonel Argoud, terroriste de l'OAS, déclare : « C'est la preuve que nous n'avions pas tort. » Pour tourner les pages honteuses de notre histoire, ce sont les victimes qu'il faut choyer et non leurs suppôts, ici parmi les plus criminels.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

BLOC-NOTES

• Le 29 septembre, Pierre Bauby, dans un communiqué de presse, a indiqué que « le projet de loi sur la Sécurité sociale fait plus appel à la solidarité des travailleurs qu'à celle du patronat » et que d'autres mesures auraient permis de financer le déficit, notamment « frapper les profits à tous les niveaux de la branche pharmaceutique ».

• Le 30 septembre, Jacques Jurquet et Pierre Bauby, secrétaires politiques du PCML, ont participé à la réception offerte par l'ambassade de Chine à l'occasion du 33^e anniversaire de la République populaire de Chine.

• Le 3 octobre, Pierre Bauby a transmis à la presse un communiqué où il dénonce le contenu d'un tract du RPR et de l'UDF distribué à un million d'exemplaires sur le statut de Paris (cf article en première page).

• Le 1^{er} octobre au soir, les *Causeries de Proletariat* ont repris leur cycle; celle-ci a été consacrée au compte-rendu de séjour en Chine en août dernier de militants du PCML, avec René Ronchin et Marc Perrin. La discussion ouverte et passionnante a porté sur les problèmes économiques d'édification du socialisme en Chine, sur le droit de grève et la démocratie dans les entreprises. Les camarades ont réalisé une brochure intitulée « Une autre Chine » signée R. Ronchin et Laura Delmont (prix : 5,00 F).

• *Travailleurs* n°2, d'octobre, est sorti. Au sommaire : « Chômage : le fléau », avec une enquête « sur le terrain » à Fougères; un dossier sur « Les DOM-TOM : toujours des colonies »; un « voyage » à la Ligue des droits de l'homme et l'interview de son président, Henri Noguères; des articles sur *L'économie à bras-le-corps* de Philippe Herzog et *Toujours plus* de François de Closets.